

Un mot maintenant des prix élevés. Ils sont certainement élevés comparativement à ceux auxquels nous étions habitués il y a, mettons, trois ans, et peut-être certains sont-ils trop élevés. Nous avons probablement atteint le sommet à cet égard et la plupart des prix baisseront peut-être maintenant au lieu de monter. Je tiens fort à signaler que, si nous voulons maintenir notre niveau d'existence actuel, nous ne pouvons assurer le service de la dette nationale et les fonctions indispensables de notre gouvernement qu'en maintenant à son niveau actuel le revenu national. Si les prix fléchissent autant que certains le désirent, tant pis; je frémis à la pensée du sort qui attend le surplus que le ministre nous a annoncé pour l'année courante. On ne peut avoir le drap et l'argent. Le pays ne peut être heureux et satisfait si la valeur de nos produits baisse sensiblement; mieux vaut nous en souvenir. L'économie fléchira probablement jusqu'à un certain niveau afin que certains rajustements puissent s'opérer, mais j'espère que la baisse ne sera pas trop prononcée.

Avant de poursuivre mes observations, je désire exprimer ma profonde reconnaissance à M. Donald Gordon et le remercier des magnifiques services qu'il a rendus au pays pendant la guerre ainsi que pendant les dix-huit mois qui ont suivi le conflit. Il a maintenant repris ses fonctions à la Banque du Canada et je lui souhaite de longues années de bonheur. Lorsqu'il administrerait la régie des prix, il a essuyé bien des insultes, mais il s'est acquitté de sa tâche avec courage, compétence et justice; aussi sera-t-il longtemps estimé par tout le pays.

J'ai toujours convenu que les régies étaient indispensables pendant la guerre et pendant les dix-huit mois qui l'ont suivie, mais depuis le début de l'année, elles ont un effet nuisible et retardent le rétablissement ainsi que la reprise de la production normale du temps de paix.

Je souscris donc aux paroles de l'honorable député de Northumberland (Ontario) (M. Drope) qui a préconisé l'abolition de la taxe vexatoire et ridicule sur les postes radio-récepteurs. Pour ma part, je ne vois pas qu'elle soit motivée ou nécessaire.

Les taxes occultes, telles les taxes de luxe et de vente ainsi que celles dont sont frappés le tabac, l'essence et ainsi de suite, avaient leur raison d'être pendant la guerre, mais on devrait maintenant les supprimer ou les réduire sensiblement, car elles augmentent énormément le coût de la vie. Cependant, comme d'autres honorables députés ont habilement traité la question, je passe maintenant aux problèmes de ma province, c'est-à-dire, de la Nouvelle-Ecosse.

Plusieurs Canadiens qui ne sont jamais allés dans les Provinces maritimes semblent

avoir l'impression que les habitants de ces régions ne sont que des scieurs de bois et des porteurs d'eau. C'est assurément une fausse impression. Les Provinces maritimes sont un beau pays et leurs citoyens comptent parmi les plus respectables du Canada. Ils mènent une existence agréable, heureuse et joyeuse. Si vous ne me croyez pas, vous n'avez qu'à vous rendre là-bas afin de le constater par vous-mêmes. Malheureusement, à cause de leur situation géographique, les Provinces maritimes ne sont pas la région du Canada où il est le plus facile de s'enrichir; les grandes villes y sont peu nombreuses.

Chaque année, des milliers de jeunes gens, fascinés par l'attrait des villes et les salaires plus élevés, quittent la Nouvelle-Ecosse pour les grandes agglomérations des Etats-Unis, de l'Ontario et du Québec. Mais ceux qui sont restés dans notre chère Nouvelle-Ecosse se sont conduits vaillamment et ne nous ont pas demandé beaucoup d'aide. Les sommes que le Gouvernement fédéral a affectées à la construction d'édifices fédéraux ou à d'autres fins en Nouvelle-Ecosse sont dérisoires si on les compare à celles qu'il a dépensées dans la plupart des autres provinces.

On relèvera probablement de beaucoup les tarifs-marchandises et les Provinces maritimes écopent de nouveau. Les gens d'Ontario et de Québec prétendent que nous pouvons payer davantage si eux peuvent le faire et que nous n'avons qu'à nous blâmer nous-mêmes si nous en sommes incapables. Il est difficile d'éliminer le millier de milles qui séparent Halifax de Montréal et j'estime que les bonnes gens des Provinces maritimes méritent d'être mieux traités par le reste du Canada qu'ils ne le sont à l'égard des tarifs-marchandises. Les choses se passeront-elles encore comme toujours?

Même quand nous demandons quelques dollars en vue d'assainir et d'assécher nos alluvions marines, on nous répond par de belles paroles, et l'on entretient chez nous l'espoir que tôt ou tard on fera quelque chose. On ne peut rien affecter à cet égard. Pourquoi? C'est ce que nous aimerions savoir du ministre des Finances. Je suis convaincu que son collègue de l'Agriculture serait heureux de voir assécher nos alluvions marines. L'honorable député de Cumberland a été le premier à préconiser ce programme et, si l'on avait suivi ses conseils, les alluvions marines constitueraient aujourd'hui une bonne source de revenu pour les cultivateurs des Provinces maritimes. Cependant, l'état de choses a tellement empiré qu'un grand nombre de ces terrains sont maintenant impropres à tout usage.

Le budget ne renferme aucune lueur d'espoir pour les gens de l'île du Cap-Breton qui